

CONTRAT DE BAIL POUR UN APPARTEMENT

Entre :

1. Monsieur ERENOGLU ILHAN
et Madame
domicilies a Square Pieter Hauwaert 3 1140 EVERE
☐ ci-apres denomme "bailleur" -

et
2. Monsieur ASAAD MAHMOUD
et madame
domicilie actuellement a RUE THIEFFY 8 1030 Scaarbeek
☐ ci-apres denomme "locataire" -
Il a ete convenu ce qui suit :

Article 1. OBJET

Le bailleur donne en location au locataire un appartement, sis
a RUE THIEFFY 8 (1er etage) 1030 Scaerbeek
et comprenant en banne 2A2

Article 2. PRISE EN COURS DU BAIL

Le bail prendra cours le 01/05/2015

Article 3. DUREE DU BAIL

Le bail est conclu pour

- ☒ une duree d'un an
- ☐ une duree de trois ans
- ☐ une duree de 9 ans

(Indiquer clairement la duree choisie, les deux parties marqueront d'un parafe la duree choisie. Si aucune duree n'est indiquee, le contrat de bail est conclu pour une duree de 9

annees).

Article 4. MONTANT DU LOYER

Le loyer de base est fixe a € 600 par mois. Le loyer est lie a l'evolution des prix a la

consommation.

Article 5. Le locataire devra egalement payer mensuellement une provision de € sur les charges mentionnees au point C.

OU (biffer la mention qui n'est pas d'application ; les deux parties marqueront d'un parafe cette rature)

La quote-part du locataire aux charges communes de l'immeuble est fixee a la somme forfaitaire mensuelle de €

Chaque partie peut a tout moment demander une revision des frais et charges forfaitaires ou

leur conversion en frais et charges reels.

Article 6. Le loyer et la provision sur les charges ou les quote-parts forfaitaires dans les frais

seront verses chaque mois et au plus tard le 5eme jour de ce mois sur le compte n° au nom du bailleur. BE 87310066804794

Article 7. La garantie locative est fixee a la somme de € (somme representant 2 mois de loyer au maximum, puisque le locataire est en mesure de payer la garantie en une seule fois).

Cette garantie sera placee sur un compte individualise au nom du locataire aupres d'une institution financiere. Les interets de la somme ainsi placee sont capitalises.

Ou

La garantie locative est fixée à la somme de €18.00 (somme représentant 3 mois de loyer au maximum, puisque le locataire n'est pas à même de payer la garantie en une seule fois).

Le locataire versera le montant de la garantie auprès de l'institution financière à laquelle le preneur dispose d'un compte bancaire sur lequel sont versés ses revenus professionnels ou de remplacement, à savoir :

.....
Cette institution financière confirme au bailleur que la garantie a été octroyée au locataire.

Lorsque le locataire transfère la garantie vers une autre institution financière, le locataire en avertit immédiatement le bailleur. La nouvelle institution financière informe alors le bailleur que la garantie a été reprise par elle.

A. DISPOSITIONS PARTICULIERES CONCERNANT LA DUREE DU CONTRAT DE BAIL

Les deux parties peuvent à tout moment convenir de commun accord de mettre anticipativement fin au bail. Cet accord doit toutefois être établi par un écrit.

1. Dispositions pour les contrats ayant une durée de 9 ans

Lorsqu'aucune des parties résilie le bail à la fin de la 9ème année (voir 1.1 et 1.5) le bail sera

prorogé à chaque fois pour une durée de trois ans sous les mêmes conditions.

1.1. Résiliation du contrat par le locataire

Le locataire peut mettre fin au contrat de bail, à tout moment, moyennant un congé de 3 mois, donné par lettre recommandée.

Toutefois, si le locataire met fin au bail dans le courant du premier triennat, il devra payer au bailleur une indemnité égale à 3 mois, 2 mois ou 1 mois, selon que le bail prend fin au cours de la 1ère, 2ème ou 3ème année.

1.2. Résiliation du contrat par le bailleur pour occupation personnelle ou occupation par des membres de sa famille

Le bailleur peut mettre fin au contrat de bail à tout moment, moyennant un congé de 6 mois, donné par lettre recommandée, mais uniquement afin d'occuper effectivement lui-même le bien pendant l'année qui suit l'échéance du préavis - ou en cas de prolongation du préavis, la restitution du bien par le locataire - et de façon continue durant au moins 2 ans, ou le faire occuper dans les mêmes conditions par des membres de sa famille jusqu'au troisième degré de parenté. Un préavis en vue d'une occupation personnelle par des membres de sa famille au 3ème degré ne peut prendre cours qu'après la fin de la troisième année du bail.

Lorsque le bailleur fait usage de cette possibilité il mentionnera dans la lettre de congé l'identité de la personne qui occupera le bien ainsi que son lien de parenté.

Le bailleur devra apporter la preuve du lien de parenté à la demande du preneur. Dans ce cas, le bailleur doit prouver ce lien dans les deux mois suivant la requête du locataire. À défaut le locataire peut requérir la nullité du préavis.

Si le bailleur ne réalise pas cette occupation dans les délais prévus, sans justifier d'une circonstance exceptionnelle, il devra payer au locataire une indemnité équivalente à 18 mois de loyer.

(Les parties peuvent exclure ou limiter cette possibilité. Les deux parties

marqueront une rature eventuelle d'un parafe.)

1.3. Resiliation du bail par le bailleur apres 3 ou 6 ans pour cause de travaux Le bailleur peut, sauf si cette disposition est biffée, également mettre fin au contrat moyennant un preavis d'au moins 6 mois a l'expiration de la troisieme annee ou a l'expiration de la 6ieme annee pour executer des travaux de transformation, renovation ou reconstruction d'un cout depassant trois annees de loyer. Le bailleur doit, pour ce faire, communiquer au locataire le permis de batir, un devis detaille, une description des travaux accompagnee d'une estimation detaillee de leur cout ou un contrat d'entreprise.

Ces travaux doivent debuter dans les 6 mois qui suivent l'echeance du preavis - ou en cas de prolongation du preavis, la restitution du bien par le locataire - donne ou la restitution du bien et etre terminees dans les 24 mois. Si cela n'est pas le cas, et que le bailleur ne peut justifier d'une circonstance exceptionnelle, il devra payer au locataire une indemnite equivalente a 18 mois de loyer. Si le bailleur est proprietaire de plusieurs appartements dans le meme immeuble, et qu'il y est contraint pour le bon deroulement des travaux, il peut mettre fin au bail (a plusieurs baux) a tout moment, moyennant un conge de 6 mois et pour autant que le bail ne soit pas resilie pendant la premiere annee. (Les parties peuvent exclure ou limiter cette possibilite. Les deux parties marqueront une rature eventuelle d'un parafe.)

1.4. Resiliation du bail par le bailleur apres 3 ou 6 ans sans motif Le bailleur peut également resilier le bail a l'expiration de la 3eme annee ou a l'expiration de la 6eme annee moyennant un preavis de 6 mois sans motifs mais moyennant le versement d'une indemnite au locataire. Cette indemnite est equivalente a 9 mois de loyer lorsque la bailleur resilie le contrat a l'expiration de la 3eme annee ou a 6 mois de loyer lorsque la bailleur resilie le contrat a l'expiration de la 6eme annee. (Les parties peuvent exclure ou limiter cette possibilite. Les deux parties marqueront une rature eventuelle d'un parafe.)

1.5. Resiliation du bail par le bailleur apres 9, 12 15 ... ans. Le bailleur peut donner conge au locataire au moins 6 mois avant l'echeance de la 9ieme, 12 ieme, 15ieme ... annee, moyennant un preavis de 6 mois au moins.

1.6. Contre-preavis du locataire Lorsque le bailleur fait usage des possibilites de preavis mentionnees aux points 1.1., 1.2., 1.3., 1.4. ou 1.5. le locataire peut a son tour notifier un preavis d'un mois a tout moment et sans devoir payer d'indemnite. Sauf si l'une des parties met fin au bail et donne conge par lettre recommandee au moins 3

mois avant l'echeance, le bail est suppose avoir ete conclu pour une duree de 9 ans a partir de la date mentionnee a l'article 2.

Les dispositions des points 1.2, 1.3, 1.4, 1.5 et 1.6 sont alors d'application a l'exception bien

entendu des possibilites de preavis a la fin de la troisieme annee.

3. Dispositions pour les contrats ayant une duree d'un an Sauf si l'une des parties met fin au bail et donne conge par lettre recommandee au moins 3

mois avant la fin de l'annee, le bail est proroge une seule fois pour une periode de 1 an. Au

cas ou le locataire continue a occuper les lieux a l'echance du delai de prorogation, le bail

initial est suppose avoir ete conclu pour une duree de 9 ans a partir de la date mentionnee a l'article 2.

Les dispositions des points 1.2, 1.3, 1.4, 1.5 et 1.6 sont alors d'application.

B. DISPOSITIONS PARTICULIERES CONCERNANT LE LOYER

1. Indexation annuelle du loyer

A la date anniversaire du present bail, mentionnee a l'article 2, le prix du loyer peut etre adapte selon la formule :

loyer de base x nouvel indice

indice de depart

Le loyer de base est le loyer repris a l'article 4.

Le nouvel indice est l'indice du mois qui precede le mois de l'anniversaire de l'entree en vigueur du bail.

L'indice de depart est l'indice du mois qui precede le mois de la signature du bail.

Le loyer indexe n'est exigible qu'apres une demande par ecrit et cette demande n'a d'effet

retroactif que pour les 3 mois qui precedent la mois de la demande.

2. Revision du loyer 2.1. Revision du

loyer sur base de travaux

Sauf s'il s'agit de travaux necessaires pour que les lieux repondent aux conditions minimales en matiere de qualite (securite, salubrite, habitabilite), le bailleur peut demander une augmentation du loyer tous les 3 ans, s'il a effectue des travaux a ses frais

au bien loue suite auxquels la valeur locative du bien a augmente d'au moins 10 % par rapport au loyer exigible au moment de la demande.

2.2. Revision du loyer sur base de circonstances nouvelles

Tous les trois ans le locataire et le bailleur peuvent convenir d'une revision du loyer, s'il est etabli que la valeur locative normale du bien est superieure ou inferieure de 20 % au moins du loyer exigible a ce moment-la.

2.3. Procedure de revision de loyer

2. Dispositions pour les contrats ayant une duree de 3 ans

Un accord concernant la revision ou une demande de revision doit intervenir entre le 9ieme et le 6ieme mois qui precedent l'expiration de chaque triennat. Les parties se refereront aux prix des loyers reellement reclames dans la region ou se situe le bien loue.

A defaut d'accord, les parties soumettront leur differend au Juge de Paix entre le 6ieme et le 3ieme mois qui precedent l'expiration du triennat en cours.

C. DISPOSITIONS CONCERNANT LES FRAIS ET CHARGES

1. Frais individuels a charge du locataire

Sont a charge du locataire: les frais individuels suivants: sa consommation personnelle d'eau, de gaz et d'electricite, de telephone, de teledistribution et de chauffage.

Au cas ou il n'y a pas de compteurs individuels, la consommation personnelle d'eau, de gaz, d'electricite, de telephone, de teledistribution et de chauffage seront calculees comme suit :

.....
.....
.....
.....

.....
.....
.....
.....
.....
.....
2. Quote-part des charges communes

Le locataire doit également payer sa quote-part des charges communes de l'immeuble.

Celles-ci concernent :

- ☐ l'éclairage et le chauffage des parties communes
 - ☐ le coût des petites réparations (entretien) à l'installation de chauffage central
 - ☐ le coût de la consommation et des frais d'entretien de l'ascenseur
 - ☐ le coût des assurances pour les parties communes
 - ☐ le coût de l'entretien des parties communes par du personnel rétribué
-
.....

3. Decompte annuel

Au moins une fois l'an, aux environs du le bailleur ou son préposé adressera

au locataire un décompte détaillé de ces charges.

La différence entre les provisions versées et les charges réelles sera versée par le locataire,

ou restituée au locataire, dans le mois de la réception du décompte.

Le locataire peut demander la communication ou l'examen du bailleur des pièces justificatives un décompte des charges.

D. DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

1. Locataires mariés, cohabitant légalement ou de fait

Si le contrat de bail est signé par les deux locataires ou si le bailleur a été informé du mariage

des locataires ou de leur cohabitation légale, les notifications ou les congés donnés par le

bailleur seront notifiés aux deux locataires, aux deux époux ou cohabitants. Chacun des époux

ou des cohabitants ne peut invoquer la nullité des documents qui ont été envoyés à l'autre

époux ou cohabitant ou qui émanent de ceux-ci que lorsque le bailleur portait connaissance du

mariage ou de la cohabitation légale.

2. État des lieux

Un état des lieux détaillé doit être dressé au plus tard endéans le mois qui suit l'occupation des lieux par le locataire, en présence du bailleur et du locataire et il doit être signé par eux. Lorsque des modifications importantes ont été apportées au lieu loué, chacune des parties peut exiger qu'une annexe à l'état des lieux soit dressée contradictoirement et à frais partagés.

L'état des lieux ainsi que toute annexe éventuelle sont annexés au contrat de bail écrit et soumis à l'enregistrement.

Le locataire doit alors rendre l'habitation dans le même état que celui qui a été décrit lors de son entrée dans les lieux, à l'exception de ce qui a péri ou ce qui a été dégradé par vétusté ou force majeure.

S'il n'est pas dressé d'état des lieux, le locataire est présumé avoir reçu les lieux loués dans le même état que celui dans lequel ils se trouvent à la fin du bail, sauf preuve contraire qui peut être fournie par tous les moyens.

3. Cession de bail et sous-location

Le locataire ne peut céder son contrat de bail sans l'accord écrit et préalable du bailleur.

Le locataire ne peut sous-louer la totalité du bien loué. Une sous-location partielle est possible moyennant l'accord écrit et préalable du bailleur.

Cette sous-location partielle ne peut être conclue pour une durée supérieure que la durée

non écoulée du contrat principal.

4. Réparations locatives et menu entretien

Les réparations énumérées à l'article 1754 du Code civil sont à charge du locataire, sauf si elles résultent uniquement de la vétusté ou de la force majeure. Les autres réparations sont à charge du bailleur.

5. Travaux de transformation

Le locataire ne pourra apporter des modifications ou transformations au bien loué qu'après

avoir obtenu le consentement préalable et écrit du bailleur. En ce cas le bailleur s'engage à

indemniser le locataire pour ces travaux en fin de bail.

Le bailleur n'est cependant redevable d'aucune indemnité pour les modifications non acceptées par écrit et peut même exiger que les lieux soient remis dans leur état d'origine.

6. Assurance Le locataire assurera le bien loué contre l'incendie (risque locatif).

7. Droit de visite

Pendant la durée du préavis, ou en cas de vente de l'immeuble, le locataire autorisera, pendant une période de 2 mois au maximum, que des affiches de mise en location ou de

mise en vente soient apposées aux endroits les plus apparents de la maison. Les heures de

visite des lieux, 2 jours par semaine pendant 2 heures consécutives, seront déterminées de

commun accord par les parties.

8. Election de domicile

Pour l'exécution du présent contrat, les parties élisent domicile dans les lieux loués.

E. CONVENTIONS PARTICULIÈRES

.....
.....
.....
.....
.....

Ainsi dressé en trois exemplaires, le

Chaque exemplaire a été signé par chaque partie.

Un exemplaire est pour le bailleur, un exemplaire est pour le locataire et un exemplaire est

pour l'enregistrement.


Le(s) bailleur(s) Le(s) locataire(s)

Modèle de contrat (version 3/2003)

redigé par le Service d'Aide Juridique Arco, S.C.R. L. Arcopar, Avenue Livingstone 6, 1000 Bruxelles

FAIT A BRUXELLES 27/04/2015

EZENOGU ILHAN



ASAAD MAHMOUD

